









Bonjour,

A l'Insee, après l'agression verbale publique par la secrétaire générale d'un agent en avril 2024, après la mobilité du chef de Sed à Toulouse imposée par la direction soutenant une directrice maltraitante et qui a bouleversé durablement tout l'établissement, c'est dans le **Grand Est et plus particulièrement à Strasbourg** que la situation s'est dégradée.

Alors que des signalements locaux, puis nationaux, ont été faits par l'intersyndicale depuis le printemps 2024 sur la situation du SED, la direction nationale d'abord dans le déni, a attendu février 2025 avant de réagir. C'est seulement à ce moment qu'elle a commandité une mission de l'Inspection Générale, dont nous ne connaissons pas les recommandations éventuelles. Mais elle avait auparavant ignoré les alertes des élu·e·s locaux faites dans le cadre «°santé au travail°» prescrit par Bercy pour assurer une bonne santé physique et mentale des personnels.

La conséquence a été une situation très dégradée dans le service à tel point que tout l'encadrement du SED s'est trouvé absent à un moment ou un autre. Un inquiétant record de 180 jours d'arrêt maladie sur le seul mois de février a été atteint pour un service de 33 agents.

Pour tenter de cacher son incapacité à gérer cette situation, la direction locale a joué la carte de l'opposition des agents les uns aux autres. Elle est allée jusqu'à menacer de sanctions des agents du service, dont un plus particulièrement sans pour autant lui indiquer ni par oral ni par écrit les reproches précis qui lui sont faits. Empêcher la possibilité de défense à un agent est un agissement autoritaire.

Depuis l'annonce de la création de cette DR Grand Est, nous avions pointé l'impossibilité de gérer une région quadri-site qui compte environ 600 agents sur un territoire étendu, et l'extrême difficulté de l'organisation d'un dialogue social. Les relations entre la direction et les représentant·e·s du personnel (en intersyndicale) sont aujourd'hui tellement dégradées que le dialogue social local n'est plus possible.

Ce n'est pas faute d'avoir sollicité la direction nationale pour apaiser ce dialogue : le DG, dans une entrevue le 20 mars a paru ouvert, tout comme lors de sa visite à Strasbourg le 5 mars. Mais aucune action n'est proposée, la direction se condamne elle-même par l'inaction.

Il y a trop de cas de dénis de souffrance de la direction pour que cela soit qualifié de ponctuel

Alors que la période est politiquement instable depuis la dissolution de 2024 et qu'un nouveau nouvelle DG doit être nommé e bientôt, c'est peu de dire que la situation est préoccupante.

L'indépendance de l'Insee est primordiale dans un monde où les fausses informations ont tant d'influence. Si l'indépendance est garantie par des textes, elle doit pour nous également être garantie par des pratiques collectives fortes, où l'éthique professionnelle de chacun·e est primordiale.

Le management brutal ne peut pas avoir sa place dans un institut valorisant cette éthique. Les agents ne doivent pas y craindre l'arbitraire, ou de se voir privés de leur poste pour avoir osé émettre des critiques sur les pratiques de leur hiérarchie.

La loyauté, le devoir d'obéissance ou le respect de la hiérarchie que la direction évoque de plus en plus régulièrement pour justifier des pratiques d'encadrement répressives ne saurait être confondu avec l'obéissance aveugle.°

Si la loyauté est effectivement un de nos devoirs d'agents publics, nous réfutons le paravent qu'elle constitue pour la direction actuelle. Pour nous la direction sanctionne surtout un refus de servilité : nous ne voulons pas de cela!

Le 1er avril prochain se tiendra la réunion du CSA de réseau (dialogue social national) en formation spécialisée (FS) sur la santé au travail.

Nous avons sollicité la direction pour qu'un point Risques psycho-sociaux (RPS) soit ajouté, et qu'elle propose enfin des solutions pour sortir de cette situation difficile.

Pour ce qui sera sans doute le dernier CSA FS de ce directeur général, nous attendons des pistes de travail concrètes.

